



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana – Fandrosoana

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE



Collection BVPI/SCRiD/FOFIFA/TAFA

Document de travail BV lac n° 27

**Analyse des pratiques de crédit dans la zone du projet
BVPI-SEHP (Vakinankaratra et Moyen –Ouest)**

Thibaud Cavellier de Cuverville, Eric Penot et Betty Wampfler

Juin 2009

Analyse des pratiques de crédit dans la zone du projet BVPI-SEHP (Vakinankaratra et Moyen –Ouest)

Introduction : Un contexte difficile

L'étude ne porte que sur les régions concernées par le projet BVPI SE/HP, à savoir le Vakinankaratra, l'Amoron'i. Les zones ont été choisies selon leur dynamisme, leur climat, le taux d'abandon des itinéraires techniques proposés par le projet, ainsi que par les processus d'innovation observés au sein de chacune d'entre elles. Celles enquêtées par notre binôme sont landratsay, Ikabona, Fitakimerina et Avaratsena dans le Vakinankaratra, ainsi que Suavina dans l'Amoron'i mania

Les quatre périmètres du Vakinankaratra sont :

- Dans la zone Moyen Ouest du Vakinankaratra encadrée par Fafiala, le village d'Avaratsena ;
- à landratsay, dans la zone des Hauts Plateaux, encadré par SD Mad et Best, le village d'Ampahatrimaha ;
- à Fitakimerina, dans la zone des Hauts Plateaux, encadré par SD Mad et Best, le village de Tsaratanana ;
- à Ikabona, dans la zone des Hauts Plateaux, encadré par SD Mad et Best, le village d'Antsoso.

Figure 1 : Situation des villages choisis dans le vakinankaratra



Le projet BVPI (bassins versants et périmètres irrigués) est un projet intégré de grande envergure, s'inscrivant dans les objectifs du PADR (Plan d'Action de Développement Rural) de Madagascar, et financé par la Banque Mondiale et l'AFD depuis les années 80. Différents organismes de recherche et d'action nationaux et internationaux dans le développement rural s'y investissent tel le CIRAD, le SCRID ou le FOFIFA. Le projet prend effet dans 4 régions de l'île : les régions de Vakinankaratra, d'Amoron'i Mania, de Vatovavy et d'Atsinana. Il tente de répondre aux trois objectifs suivants :

1. Préserver l'environnement de zones écologiques fragiles et de sécuriser les investissements d'irrigation ou de drainage existant en aval
2. Intensifier la production agricole tant pluviale qu'irriguée, de façon à augmenter les revenus des producteurs
3. Doter les producteurs d'une capacité d'organisation leur permettant de devenir progressivement les décideurs de leur développement.

Afin de satisfaire ces objectifs, les axes de développement définis sont les suivants :

- ✓ Travaux d'amélioration et d'intensification de la riziculture et des cultures de contre-saison dans les périmètres irrigués
- ✓ Travaux d'aménagement de périmètres irrigués
- ✓ Diffusion de nouvelles techniques de culture de riz poly-aptitudes dans les rizières à mauvaise maîtrise d'eau
- ✓ Diffusion des techniques de culture de semis direct sur couverture végétale sur collines
- ✓ Drainage et mise en culture de bas fonds sur la Côte Est
- ✓ Installation de nouvelles zones de migration (fronts pionniers) sur les Hauts Plateaux et sur la Côte Est
- ✓ Actions de foresterie et de protection
- ✓ Actions de sécurisation foncière

Dans les zones d'enquête il est apparu que peu d'institutions financières potentiellement partenaires sont disponibles. Les zones ont vu se succéder divers projets. En restent divers groupements, diverses expériences et parfois une certaine culture de non remboursement. Pour ne rien faciliter au succès de nos préfinancements et crédits, nous sommes « en concurrence » avec des entreprises commerciales, comme Malto, LECOFRUIT, Tiko et Bionex. Elles proposent des remboursements en nature à taux d'intérêt nul avec reprise intégrale de la production à prix fixe, suivi technique gratuit et dans certains cas (Malto) une indemnisation en cas d'aléa climatique !

En bref, un contexte actuel difficile (particulièrement sur les HP), qui nécessite de ne pas « gâcher ses cartouches » : il y a en peu voire pas d'IF (cas de Soavina) avec lesquelles collaborer et un facteur temps limitant, surtout compte tenu des récents événements. Il paraît crucial de perfectionner rapidement les bases d'une collaboration claire et bénéfique pour les trois acteurs des produits subventions et préfinancement proposés par le projet BVPI : les acteurs du projet BVPI, les institutions financières et les bénéficiaires.

Les objectifs de cette étude étaient les suivants :

- **Une analyse des stratégies paysannes à l'œuvre** : elles doivent être analysées au **niveau de l'exploitation** (incluant l'analyse des systèmes de culture, des calendriers de trésorerie de l'exploitation et des ménages, et la gestion du risque).
- Cette analyse doit ensuite être **mise en perspective avec le type et les montants de crédits proposés**. On déterminera le « degré d'adéquation » des crédits aux pratiques paysannes et aux capacités de remboursement des clients (évaluation chiffrée des risques pris par rapport aux ressources identifiées). On intégrera ici une étude sur la fongibilité du crédit.
- On proposera enfin un certain nombre de **recommandations** pour optimiser **l'adéquation des crédits** aux possibilités des exploitations. Ces préconisations tiendront compte de tous les aléas qui peuvent subvenir (risque économique, climatique, politique...)
- Enfin, on analysera au niveau des OP les problèmes qui sont suscités par les formes de crédit mis en place (crédit à caution solidaire ou individuels, utilisation réelle du crédit au niveau des ACCS)

La finalité de cette analyse est **d'autonomiser les OP** dans la gestion de ces crédits (par une meilleure compréhension des stratégies, une meilleure définition du produit crédit, d'où un meilleur taux de remboursement). Outre un meilleur taux de remboursement, ces propositions devraient contribuer à un meilleur recouvrement des FGM (Fonds de Garantie Mutuels). Il semble nécessaire de lier les itinéraires techniques choisis, les calendriers culturels, les époques de commercialisation en fonction de l'évolution des prix, les montants réels du crédit nécessaire et les capacités de remboursement en situation de basse productivité pour garantir un remboursement même en mauvaise année climatique.

1 Méthodologie

Orientée sur une thématique de crédit, cette étude a été effectuée dans trois zones distinctes : dans divers fokontany des communes d'Antsirabe, de Mandoto et de Manakara. Elle sera effectuée sur une période de quatre mois et demi. Chaque étape présentée dans le plan d'étude suivant fera (ou a déjà fait) l'objet d'une phase de recherche bibliographique suivie d'une phase d'enquêtes de terrain. Ayant pour but d'apporter des éléments de réponses à la problématique de l'adéquation des crédits proposés dans le cadre du projet BV-PI, aux offres de produits financiers agricoles locales et aux besoins des ménages, cette étude suivra le plan suivant :

Le projet BVPI sur les communes d'Antsirabe, Mandoto et Soavina

- Présentation des objectifs du projet sur la zone (à quels volets du cadre logique sont ils destinés). Bref historique du projet BVPI sur les zones
- Présentation des produits financiers BVPI (nature des crédits, partenaires, fonctionnement).

Le crédit sur les zones

- Historique du crédit sur les zones
- Présentation des IF et entreprises proposant des services financiers présentes sur chacune des zones d'intervention BVPI (historique, vocation, fonctionnement, origine des financements et analyse de l'IF)
- Présentation des produits financiers proposés (échéances, taux d'intérêts, dimensionnement, conditions d'accès...)

Analyse des besoins des agriculteurs concernés par le projet BVPI

A partir des typologies identifiées au niveau des FDR :

- Analyse des systèmes de culture, des calendriers culturels, du calendrier de trésorerie, calcul des performances économiques (phases critiques, phases de liquidités, calendrier des emplois financiers, nature des dépenses. (vulnérabilité aux risques climatiques, économiques et financiers) Simulation aux aléas (ces mêmes simulations seront reprises ultérieurement dans la proposition de pistes d'action.)
- Analyse des activités extra-agricoles au niveau de l'exploitation. Mise en évidence de leur cohérence avec les systèmes d'activités agricoles.
- Analyse de la trésorerie des ménages (présentation du solde de trésorerie). Mise en évidence des besoins (incluant une définition de stratégies globales et de stratégies par type d'exploitation)
- Proposition d'une typologie (par besoins et/ou par stratégie)

Analyse des groupements ACCS et des OP amenées à gérer les crédits octroyés

- Fonctionnement des groupes accs et analyse (typologie par comportement/stratégie)
- Fonctionnement des OP et analyse (gouvernance, capacités de gestion, infrastructures, mise en relation de ses capacités avec le crédit (crédit internalisé, possibilité de créer une institution financière propre à l'OP, sollicitation d'une IF extérieure)

Analyse de l'adéquation offre/demande et propositions d'améliorations

- Par produit crédit et par type d'exploitation
- Montrer en quoi les crédits BVPI sont adaptés à la stratégie du client et conformes aux objectifs du cadre logique
- Proposition de produits en adéquation si cela est possible

Organisation pratique

Cette étude a été réalisée simultanément à la constitution d'un réseau de fermes de références reflétant la diversité des exploitations agricoles sur les zones d'intervention du projet BVPI. Une telle initiative étant prise il paraît logique de s'y intégrer et d'y adjoindre une étude d'analyse crédit. La démarche est donc davantage thématique que régionale.

Chaque zone étudiée sera d'abord appréhendée par les objectifs du projet BVPI sur celle-ci, puis par l'analyse de l'offre en produits financiers. On inclura une analyse de l'organisme prêteur que ce soit une institution financière, une entreprise, un groupe de collecteur ou un usurier. La phase de détermination des besoins en produits financiers des exploitations agricoles s'appuiera sur le travail de caractérisation des exploitations agricoles entrepris pour appréhender leur diversité. Ainsi les typologies réalisées sur les diverses zones (qui devraient être proposées pour le mois de décembre 2008) serviront de base à l'échantillonnage des exploitations agricoles à rencontrer. Pour les enquêtes menées avant cette échéance, on exploitera les prétypologies établies, ou l'on procédera à une rapide analyse des calendriers de trésorerie déterminés pour dégager des grandes familles de besoins. . A cet effet, les questionnaires de caractérisation incluent une petite série de « questions filtres » relatives au crédit, qui permettront d'avoir un aperçu des situations de crédit des exploitations agricoles enquêtées. C'est également sur la base de cette typologie que l'on déterminera le nombre d'exploitations agricoles à enquêter. Un point essentiel et peut être une difficulté à prévoir : compte tenu de la relativement courte durée de ce stage au vu des différentes régions enquêtées (sur la seule région du Vakinankaratra, de nombreux systèmes d'activités sont identifiés), il paraît pertinent de regrouper les exploitations agricoles par type de besoin en crédit plutôt que de partir sur une typologie par système d'activités. A fortiori si l'on considère qu'il faut au moins prévoir trois entretiens par « catégorie » pour en dégager les principales caractéristiques. Se pose donc la question de savoir comment « fusionner », regrouper par besoin de crédit des exploitations agricoles et/ou des ménages ? Par dire d'acteurs ? Par analyse des calendriers de trésorerie ? Il paraît possible d'exploiter les données recueillies dans le cadre de l'établissement du réseau de fermes de références afin d'identifier des besoins mis en évidence par l'analyse des calendriers de trésorerie. Ce travail débouchera sur une prétypologie d'exploitations en termes de besoins financiers, qui sera ensuite confirmée ou confirmée par un entretien individuel. Compte tenu de la contrainte temps au regard de la diversité des exploitations, on ne peut prévoir plus d'un entretien par exploitation ou par groupement.

La phase de rencontre avec les groupements accs et les OP sera planifiée de préférence après la rencontre avec les exploitations. Dans le cas où certaines tensions existent, une rencontre du groupement avant un de ses membres pourrait mettre celui-ci dans une situation inconfortable et donc brider ou fausser ses déclarations.

2 L'offre financière sur les zones d'étude

Sur les zones d'intervention du projet BVPI-HP, deux institutions financières semblent les plus à même de prendre la suite du mécanisme de préfinancements et subventions instaurés par le projet BVPI : les réseaux CECAM et OTIV. Ils ont une bonne connaissance du milieu rural, un taux de pénétration élevé, et proposent des produits spécifiques. Ils sont présents sur les quatre zones enquêtées durant ce stage. Mentionnons toutefois le cas spécifique de

Soavina, dont la caisse CECAM a vu ses activités suspendues suite à plusieurs affaires avérées de détournement et se retrouverait (à moins de l'installation prochaine d'une caisse OTIV) sans institution financière de proximité.

Les partenaires tels que la BOA ou la BNI ne proposent que des crédits de montants importants et exigent la mobilisation de garanties en rapport. Ils ne sont présents qu'en agglomération, mais proposent toutefois des services d'épargne bien rémunérés. Une « approche exploitation » exige d'envisager un soutien au système d'activité des ménages par des crédits non agricoles (ADEFI, SIPEM, dont certains peuvent par exemple accepter des stocks de denrées agricoles comme garantie). Une piste d'action est d'ailleurs proposée en collaboration avec le SIPEM.

Le réseau CECAM

Le réseau CECAM est une institution expérimentée, qui propose de nombreux produits financiers mais qui ne perçoit pas le principe de caution solidaire comme une garantie (données à vérifier dans le cas de l'URCECAM Amoron'i Mania, non enquêté). Il paraît donc difficile de les investir dans un système de crédit destiné à des groupements à caution solidaire. Ils appliqueront les mêmes procédures d'attribution de crédit qu'avec n'importe quel autre client. Ils acceptent les zébus sans assurance et les terrains certifiés auprès d'un guichet foncier rural. Le réseau CECAM un produit potentiellement intéressant (que l'OTIV projette d'ailleurs de mettre en place) pour répondre à un objectif de financement de début de campagne : le GCV. Une piste d'action mobilisant ce produit est d'ailleurs proposée plus bas.

L'OTIV

L'OTIV est également une institution mutualiste, proposant divers produits de crédit et d'épargne, présente sur plusieurs zones d'intervention du projet BVPI. Ils acceptent tout type de garantie excepté les ustensiles de cuisine...il est intéressant de noter qu'ils n'acceptent de zébu que si le demandeur en dispose d'un second, afin de ne pas lui faire courir un risque trop important. Il semble que l'institution ait un réel souci de trouver des possibilités de refinancement. Elle est refinancée par la BOA (taux d'intérêt de 12%). L'institution aurait un taux de conversion de l'épargne de 425%. Les financements destinés au développement rural proviennent du MCA (Millennium Challenge Account, fond initié par le gouvernement Bush). Le MCA est exclusivement destiné au financement de l'Agriculture et à des actions sociales en milieu rural. On note par ailleurs que toute l'épargne mobilisée par l'IF est convertie en crédit urbain...on se pose donc légitimement la question de savoir ce qu'il adviendra des lignes de finances rurales du réseau OTIV si l'élection de Barack Obama vient à compromettre le MCA. C'est là un enjeu de grande importance, et le risque de voir perdre une des deux IF présentes dans les zones d'intervention du projet BVPI est réel. L'OTIV participe à la création d'une centrale de risques des clients en Microfinance initiée par la commission de supervision bancaire qui devrait être opérationnelle au mois de juin 2009.

L'offre informelle

L'offre institutionnelle étant relativement restreinte sur les zones d'études, il est probable que la population recoure largement à l'offre informelle. Selon les zones, différentes formes d'offre informelle existent, mais il est toujours difficile d'en faire un inventaire précis. D'abord l'entraide familiale (don d'argent) joue un rôle majeur dans l'économie de plusieurs ménages, notamment chez d'anciens chefs de famille, ou certaines personnes pauvres issues de famille nombreuses. Sur les 28 ménages enquêtés, 3 étaient complètement tributaires de l'aide familiale.

Il existe différents types de crédits usuriers. Sur les hauts Plateaux, aucun des membres interrogés n'a déclaré y recourir. Dans les communes d'Ankazomiriotra et de Soavina, existerait le crédit usurier « classique », consistant à un prêt à taux d'intérêt de 100% sur une période donnée, mais n'excédant en général pas un mois. Il existe aussi un mécanisme de crédit usurier intéressant rencontré à Ankazomiriotra. Il s'agit d'un prêt remboursé à la récolte par l'équivalent en paddy à moitié prix. Cette pratique corrobore l'hypothèse qu'il est plus facile d'être remboursé en nature ?

3 Les besoins identifiés au niveau des bénéficiaires : recommandations par zones

3.1 Le PI d'Ankazomiriotra

Des résultats mitigés

La collaboration entre l'OTIV et le projet BVPI via Fafiala sur le PI d'Ankazomiriotra a été décrite comme « encourageante » par le directeur d'agence d'Antsirabe, rencontré le 11 décembre 2008. Il justifie l'insuffisance des résultats sur l'exercice 2007-2008 (80% de taux de remboursement à terme, 92% après absorption du fond de garantie, seulement 4 groupements sur 22 ont remboursé intégralement à terme, 6 restent endettés après absorption du fond de garantie) par :

- Une certaine fongibilité du crédit (souhaiterait investir davantage de personnel OTIV à cette vérification...)
- Une connaissance insuffisante des membres du groupement (souhaiterait que l'OTIV à leur sélection)
- Le fait que l'IF et Fafiala n'ait pas vérifié toutes les garanties avancées

Pour le prochaine exercice (campagne agricole 2008-2009), il souhaite que Fafiala exige la mobilisation de davantage de garanties (et on s'aperçoit à la lecture de la convention entre l'OTIV et Fafiala du 3 octobre 2007, que la tâche de la mobilisation et vérification des garanties n'a été attribuée à aucun des deux acteurs). Il souhaite également connaître la part respective de chaque membre dans le fond de garantie. Il est également question d'une augmentation des taux d'intérêt et un rallongement de l'échéance de remboursement à un an.

Collaborer avec un projet... un moyen de réduire ses couts et une incitation au désengagement

Il est intéressant pour l'OTIV de collaborer avec le projet BVPI pour plusieurs raisons : d'abord par ce qu'une partie du travail de gestion est assuré par Fafiala (sélection des groupements, suivi technique suivi des dépenses, appui socio-organisationnel et renforcement de capacité des groupements). D'autre part, un fond de garantie est avancé et il participe au refinancement de l'IMF, une des préoccupations majeures de l'OTIV. Ce sont deux raisons pour lesquelles l'institution financière a pu proposer un taux d'intérêt bas (1,5%par mois).

Cette situation est à surveiller de près : lorsque l'institution financière dispose de fonds de garanties importants, elle peut être tentée de se désinvestir son travail de sélection des clients et d'incitation au paiement. Les opérateurs Fafiala (entretien réalisé avec Jean-Pierre, en poste depuis novembre 2007) déplorent un manque de présence des agents de l'OTIV, pour l'animation comme pour le recouvrement. La visite hebdomadaire du jeudi se fait de moins en moins fréquente aux dires de l'interrogé (le fait que l'agent de recouvrement de l'OTIV soit basé à Mandoto l'explique en partie). Ainsi, même si ce sont des personnes différentes, ce sont deux agents de Fafiala qui sont en charge de la formation technique et financière et de certaines opérations de recouvrement (rappel des échéances de paiement). Il s'agit donc d'une situation où l'opérateur Fafiala a la « double casquette ». La situation est d'autant plus fâcheuse que Fafiala, on va le voir, a par le passé distribué plusieurs produits non remboursables ou remboursables en nature, et soumis à des taux d'intérêt faibles.

Les préfinancements et crédits sur la zone : un fonctionnement complexe

Le produit BVPI

En 2008, Fafiala travaillerait sur la zone avec 41 groupements. 19 d'entre eux, primo adoptants, bénéficient d'un système de préfinancement GSDM géré par TAFE présenté au paragraphe suivant. Pour 22 groupements, le projet BVPI a démarré directement en phase de collaboration avec l'OTIV, sur l'exercice 2007-2008. Le projet BVPI a pris en compte le taux de remboursement du produit proposé par le GSDM sur l'exercice 2006-2007 pour autoriser l'accès à un crédit auprès de l'OTIV. Pour obtenir un crédit, les groupements doivent avoir préalablement remboursé leur préfinancement à raison de 75% de la valeur empruntée majorée des intérêts. L'OTIV attribue des crédits à taux d'intérêt 1,5% à des groupements à caution solidaire. Le fond de garantie minimum à pourvoir est de 15% de la valeur de l'emprunt. Il a été nanti par l'AFD en 2006 en appui aux activités du GSDM. Dès 2007, son utilisation et sa gestion reviennent au projet BVPI. Sur l'exercice 2007-2008, l'institution a exigé des garanties matérielles pour tous les groupements souscrivant des crédits supérieurs au montant du fond de garantie. Les prêts consentis sont donc intégralement couverts, par le fond de garantie et les garanties demandées. La caution solidaire n'est qu'une garantie supplémentaire. En fait, nous collaborons avec des groupements que nous n'avons pas sélectionnés. En tant que primo adoptant ils ont bénéficié d'un produit sensiblement différent du notre et par le passé moins contraignant.

Le produit GSDM

Le GSDM Sur l'exercice 2007-2008, le remboursement des semences est effectué en nature et celui des engrais et produits phytosanitaires en numéraire, dans les deux cas avec un taux d'intérêt de 2,5%. Un crédit pour pulvérisateur est proposé et remboursé au taux de 1,5%. Une entrevue avec un membre du groupement Miahrisoa fait apparaître qu'il y a eu une récente évolution du produit. En 2006, le groupement s'est vu attribuer des semences de riz Sebota, de soja et de maïs. Il a également reçu de l'urée, du NPK et des produits phytosanitaires. Les semences étaient subventionnées, aucun remboursement n'était exigé. Les engrais ont été remboursés en numéraire à taux d'intérêt nul. Les produits phytosanitaires ont dû être remboursés avec un taux d'intérêt de 1%. L'échéance de remboursement était d'un an. Les semences ont pu être des subventions relatives à la mise en valeur de certaines zones agroécologiques. On a néanmoins une certitude : les taux d'intérêt nul sur les engrais et le taux de 1% sur les produits phytosanitaires sont des conditions de crédit très avantageuses, qui ne correspondent pas à l'objectif d'éducation financière que le projet BVPI s'est fixé. Notre produit paraît donc plus contraignant pour les adoptants. De plus, le fait que plusieurs produits différents se soient succédés sur la zone peut entraîner une confusion des bénéficiaires. Et on va le voir, leur niveau d'information est parfois insuffisant.

Sur l'exercice 2007-2008, le GSDM propose également un crédit main d'œuvre, taxé à 3% de taux d'intérêt par mois (s'agit-il d'un produit BVPI ?). La date de remboursement est fixée à la récolte. Il est à noter que l'attribution de crédit main d'œuvre dépend du niveau de garantie que peuvent présenter chacun des membres du groupement. Ainsi nous avons rencontré un groupement dont seul un membre bénéficie de ce crédit alors que les autres en ont fait expressément la demande. Cela remet clairement en cause la cohésion du groupement. Il paraît nécessaire de définir s'il est légitime que ce produit, proposé par le GSDM, soit distribué dans le cadre de groupements collaborant avec le projet BVPI, surtout si ces derniers ont été créés sous son impulsion. Sinon, on peut envisager que Fafiala ne serve plus d'intermédiaire pour l'accès à ce crédit.

Un faible niveau d'information

Sur les projets

On note auprès des bénéficiaires un faible niveau de connaissance des projets auxquels participe l'opérateur Fafiala. 90% des adoptants interrogés ne connaissent pas le nom de BVPI. On peut donc craindre un amalgame entre nos produits et ceux du GSDM.

Sur le fonctionnement des crédits et préfinancements

Il règne une réelle confusion sur le fonctionnement du crédit en lui-même. Certaines personnes interrogées ne savent pas d'où proviennent les intrants qu'ils reçoivent. Par exemple, lors d'un entretien, des intrants ont été livrés à un chef de groupement. Il ne savait pas comment ces derniers étaient financés, mais seulement que cela venait de Fafiala. Il ignorait à quel taux d'intérêt ces intrants étaient soumis. Une telle situation est dangereuse. Il apparaît donc nécessaire d'être le plus explicite possible sur les conditions d'attribution du préfinancement, ses buts et toutes les clauses qu'il sous-tend, en insistant sur le bien fondé

que présente le remboursement avec des taux d'intérêt (permet d'accroître le montant du fond de garantie, donc de souscrire des crédits plus importants, et de pallier à l'inflation).

La question du fond de garantie

Un fond de garantie (trop ?) important...

Aux dires du représentant de Fafiala interrogé, il semble que sur les 22 groupements ayant contracté un crédit sur l'exercice 2007-2008 seuls 4 groupements ont souscrit un crédit dont le montant était supérieur au fond de garantie ! Autrement dit, 18 groupements auraient souscrit un crédit de montant inférieur au fonds remboursé l'année précédente. Ce représentant ajoutera qu'en fait, l'OTIV n'a demandé de garanties que pour les groupements qui souscrivaient un crédit au montant supérieur à la valeur du fond de garantie. L'OTIV n'a donc pris aucun risque. La caution solidaire n'est qu'une garantie supplémentaire aux garanties matérielles que constituent le fond de garantie et les garanties matérielles mobilisées.

... qui pour les adoptants devrait être réutilisé pour l'achat d'intrants

On comprend aisément l'incompréhension largement exprimée des bénéficiaires qui se voient forcés de souscrire un crédit à taux d'intérêt de 1,5%/mois, alors qu'ils disposent des fonds nécessaires pour financer leur campagne agricole. De plus ce fond n'est rémunéré qu'au taux de 3% par an. La encore, il paraît urgent d'expliquer avec précision l'intérêt du mécanisme de crédit que nous proposons. Ce besoin d'information est d'autant plus important que le directeur d'agence OTIV Vakinankaratra-Amoron'i Mania a exprimé la volonté d'augmenter ses taux d'intérêt à 2 ou 2,5% mois pour l'exercice 2008-2009. Ceci rendrait cette situation encore plus difficile à comprendre pour les adoptants.

Pérennisation du mécanisme

On l'a vu, les conditions d'attribution du crédit de l'OTIV dans le cadre du projet restent finalement très proche des conditions « classiques » (la seule différence restant la baisse du taux d'intérêt « en échange » du travail accompli par Fafiala). Et risquent de s'en rapprocher encore sur l'exercice 2008-2009 si l'OTIV procède aux ajustements que le directeur d'agence du Vakinankaratra-Amoron'i Mania a évoqués (augmentation du taux d'intérêt).

Se pose donc la question suivante : dans ce contexte, comment favoriser un accès durable aux services financiers pour plus défavorisés ? Comment peut-on espérer à terme que des groupements incluant des paysans disposant de peu de garanties mobilisables sollicitent les services d'une IF ? Soit en proposant un fond de garantie couvrant intégralement la valeur du crédit (ce qui paraît sans intérêt et irréalisable), soit en acceptant ou encourageant la constitution de groupements hétérogènes dans lesquels les exploitants les plus favorisés avanceraient des garanties pour les autres. Hasard ou stratégie volontaire, les deux ont été effectivement constatés sur la zone d'Ankazomiriotra.

Les groupements sur la zone

Aux dires de mon interlocuteur, 22 groupements auraient bénéficié d'un crédit OTIV alors que le rapport trimestriel mai-juillet 2008 de Fafiala fait état sur les communes d'Ankazomiriotra et de Vinany de 25 groupements bénéficiaires.

Divers types de groupements... à légère tendance opportuniste

5 groupements ont été enquêtés, ce qui constitue un panel restreint. Un seul a le même nom que ceux présentés dans le rapport trimestriel d'activités Fafiala (quid des 3 autres ?) Parmi ces 5 groupements, 3 ont été fondés sous impulsion de Fafiala en 2006, pour bénéficier des produits d GSDM. Les deux autres étaient préexistants. Ces deux groupements ont été créés pour bénéficier de formations et d'un accès au crédit CECAM pour l'un. Un de ces deux groupements s'est également donné un objectif de production, en regroupant achats d'intrants et recherche de débouchés.

Le principe de caution solidaire : une clause obligatoire mais non appliquée

Il apparaît à Ankazomiriotra comme sur l'ensemble des zones d'enquête que le principe de caution solidaire, mentionné dans la lettre d'engagement et le statut du groupement est perçu comme une obligation. L'histoire de ces groupements ne fait pas apparaître de périodes où ce principe a été appliqué. Certains exploitants parlent d'« entrave » à la constitution de groupements et justifierait beaucoup de refus d'adhésion.

Des groupements hétérogènes

Les quatre groupements sont composés de membres aux profils hétéroclites. Des exploitants ayant 20 ares de terres cultivées en côtoient d'autres en ayant 3 hectares, divers systèmes de cultures.

Cela présente plusieurs avantages....

- L'agriculteur disposant des surfaces les plus grandes, peut servir de moteur au groupement, en termes de diffusion technique, de recherche de débouchés et peut constituer un relais d'information pour les opérateurs comme pour les autres exploitants.
- On l'a dit précédemment, cela peut être un moyen, lorsque l'on collabore avec une IF qui exige des garanties couvrant 100% de la valeur du crédit, de permettre à des petits exploitants de pouvoir emprunter en bénéficiant de la capacité des grands exploitants à mobiliser des garanties et cela a été constaté.
- Une des clauses d'accession à un crédit auprès de l'OTIV pour un groupement étant le remboursement de 75% de la valeur du crédit consenti, le remboursement d'un agriculteur ayant contracté un crédit représentant les deux tiers du montant global attribué au groupement, est une façon de réduire les risques de non remboursement (stratégie volontaire de Fafiala ?).

...et quelques inconvénients....

- On l'a vu, un groupement peut accéder à un crédit auprès de l'OTIV s'il rembourse 75% de la valeur du prêt et des intérêts. Si cet emprunt est contracté à 65% par une seule personne (cela a été constaté) dans un groupement en comprenant par exemple huit, on déresponsabilise les membres ayant contracté de petits montants dans leur obligation de rembourser, puisque c'est surtout d'un seul membre dont dépend le succès. Et pour peu qu'ils se sentent lésés ou mal compris on incite au non remboursement.
- Selon le principe de caution solidaire, on demande dans ce cas à de petits exploitants de se porter garants pour des plus grands. L'application du principe de caution solidaire est déjà difficile, on le rend ainsi encore plus improbable.
- L'OTIV exigeant la vérification de davantage de garanties sur l'exercice 2009, on a vu des exploitants, sous les conseils des opérateurs de terrain, avancer des garanties importantes pour l'ensemble du groupement. On a vu l'intérêt que cela pouvait présenter. Mais la situation a été mal vécue par les personnes concernées et la encore c'est la cohésion (et la possibilité de faire appliquer la caution solidaire) qui est questionnée.
- Si le groupement est hétérogène, les membres du groupement n'ont sans doute pas les mêmes stratégies. Ils développeront donc différents comportements à la récolte, dont les revenus seront plus cruciaux pour certains que pour d'autres. Dans certains ménages, les revenus de la récolte principale servent à financer une Activité Génératrice de Revenus, indispensable pour son équilibre financier alors que pour d'autres ces revenus sont remplaçables. Certains adoptants pourront être tentés de ne pas rembourser afin de refinancer une activité.
- Si le groupement est hétérogène, les membres du groupement n'ont pas le même niveau de dépendance des revenus issus de la récolte. En cas d'aléa climatique par exemple, seuls les exploitants ayant la possibilité de recourir à une autre source de revenus pourront rembourser. Et dans le cas où un membre peut rembourser et pas d'autres, la cohésion de groupe est à nouveau compromise. Ce cas soulève d'autres réflexions, comme celle de l'échéance du remboursement, qui seront abordées dans les recommandations générales.
- Ont aussi été observés des groupements dont les membres percevaient des semences de nature différente. Il paraît important de faire courir aux membres d'un groupement les mêmes risques. On évitera diverses stratégies à la récolte et surtout une décohésion du groupement si un aléa climatique ou économique n'intervient que sur une seule culture.

Pistes de réflexion et d'action spécifiques à la zone

Au niveau de la cellule du projet BVPI

- S'interroger sur la sous utilisation du fond de garantie. Par exemple, cet argent peut être réutilisé par le projet pour débloquer des crédits ayant d'autres fins et servant les objectifs du projet (par exemple le financement d'AGR ou de cultures en C3 afin de

permettre le financement du début de campagne (voir les propositions allant dans ce sens dans les recommandations générales)) ? Si le fond de garantie est moindre, l'OTIV sera plus investi dans ses fonctions de recouvrement. Et les adoptants auront plus de pression au remboursement, surtout si les garanties sont vérifiées et mobilisées. Ils percevront davantage l'intérêt du crédit et du produit qu'on leur propose. Les avantages seraient nombreux.

- Confirmer l'existence du caractère hétérogène des groupements sur la zone. Déterminer s'il s'agit d'une stratégie volontaire de Fafiala. S'interroger avec l'opérateur sur les avantages et les inconvénients que cela présente et voir dans quelle mesure cela sert le projet.
- Possibilité d'engager ou d'affecter à temps partiel un socio-organisateur extérieur (BEST ou interne BVPI) pour davantage de coordination avec la cellule et l'OTIV. Et les adoptants auraient ainsi au moins deux interlocuteurs. Son arrivée marquerait une rupture avec le passé et le sentiment d'une collaboration nouvelle.
- Réfléchir au bien fondé d'un remboursement en nature pour les primo adoptants. Cela relève-t'il d'une logique « projet » ? Cela contribue-t'il efficacement à l'objectif annoncé d'éducation financière ? dans un objectif pédagogique, le remboursement en nature peut-il constituer une étape avant le remboursement en numéraire ?

Au niveau des socio-organismes

- Nécessité d'explicitier avec clarté le mécanisme de fonctionnement du préfinancement et du crédit aux adoptants.
- Expliquer l'intérêt du remboursement avec taux d'intérêt.
- Informer de l'objectif d'éducation financière.
- Nécessité d'expliquer et de justifier de la bonne utilisation du fond de garantie.
- Nécessité absolue d'informer les adoptants des différents projets auxquels Fafiala participe. Le préfinancement BVPI, même s'il appuie la diffusion des SCV n'est pas le préfinancement GSDM.

Avec l'OTIV

- Définir clairement dans la convention Fafiala-OTIV
 - Qui est en charge de la vérification des garanties avancées
 - Qui est responsable de la fonction de rappel de paiement
 - Préciser le nombre de visites à effectuer par les agents de l'OTIV et en contrôler la régularité
- Discuter avec Fafiala de la pertinence d'un crédit main d'œuvre concédé dans un groupement BVPI. Envisager l'hypothèse que ce crédit soit contracté individuellement par les membres demandeurs sans l'intermédiaire de Fafiala.
- Définir clairement ce qu'il adviendra du fond de garantie initié par le GSDM

3.2 PI de Soavina

Dans le cadre de la constitution du RFR deux localités de la zone ont été retenues : Fiadanana et Miarina. Miarina est une localité située en amont de bassin versant et Fiadanana en fond de vallée. Deux opérateurs participent au projet BVPI. L'organisation à vocation technique SDMAD et le socio-organisateur BEST. Comme le Périmètre d'Ankazomiriotra, le PI de Soavina est un périmètre à fort potentiel de diffusion de SCV. Les conditions agroclimatiques y sont favorables et la zone est confrontée à l'invasion de *striga asiatica* à laquelle les techniques de SCV semblent être une solution efficace.

Démarche et échantillonnage

Les enquêtes du PI de Soavina ont été réalisées du 15 au 24 janvier 2009. A cette date, les exploitants constituant le RFR étaient déjà sélectionnés. L'échantillon des personnes à enquêter était donc donné. Parmi les 8 exploitants constituant le RFR (il manquait un exploitant d'un type) une personne n'a pu être identifiée par les socio organisateurs. 7 personnes ont donc été enquêtées. Parmi elles, 3 seulement font partie d'un groupement bénéficiant d'un préfinancement. Peu d'éléments sur la perception du produit BVPI par les adoptants ont donc été obtenus.

L'échantillonnage groupement à Miarna a été simple : un seul groupement collabore avec le projet BVPI sur la zone. Il s'agit d'un groupement avec lequel plusieurs problèmes ont été déplorés. Plusieurs questions ont été soulevées par ces difficultés et il en sera plus largement question plus bas. A Fiadanana 4 groupements ont été enquêtés : 3 d'entre eux existaient depuis 1992 (création sous impulsion des ODR). Un seul a été créé pour bénéficier des préfinancements BVPI. Aucun de ces groupements n'aurait éprouvé de difficulté à rembourser le préfinancement accordé par BVPI. Sur cette zone, des groupements « trop bons » ont été enquêtés.

Un contexte marqué par une offre très actuelle restreinte en produits financiers...

L'offre en produits financiers n'est assurée que par le seul réseau CECAM. Peu de paysans bénéficieraient de leurs produits. De récents problèmes de gouvernance et différents contentieux ont été déplorés. Certains paysans se seraient vu voler une partie de leurs dépôts. La présence du réseau OTIV reste à confirmer. L'ONG Haingonala aurait proposé trois type de crédit sur la zone dès la fin des années 90 : un crédit stockage, un crédit commercial et un crédit de soutien aux AGR. Une personne membre du RFR aurait contracté en 1996 auprès d'Haingonala un crédit remboursé sans intérêt.

...et par un lourd « passé projet »

La zone a vu se succéder depuis 1992 divers projets, notamment axés sur des opérations de reboisement. Les techniques de repiquage en ligne et des formations en pépinière forestière sont proposées dès 1992 par les ODR. A la fin des années 90 le SAF FJKM et l'AVIAM

proposeront des formations à la production de plants d'arbres et rachèteront les productions pour des actions de reboisement. Ils sont épaulés par l'ANAE dans cette initiative, et remplacés par le PLAE dès 2004. L'ONG Haingonala interviendra également dès la fin des années 90 sur cette problématique et ce jusqu'à présent.

Le préfinancement BVPI sur le PI de Soavina...un démarrage difficile

L'action de préfinancement proposée par le projet BVPI a démarré sur la zone pour la campagne agricole 2007-2008. Lors de la réalisation des enquêtes, les adoptants démarraient leur deuxième campagne agricole préfinancée par le projet BVPI. La phase d'accès au crédit proposé par une institution financière prévu en troisième année de collaboration avec le projet BVPI n'a donc pas encore démarré.

A Fiadanana...

A Fiadanana, sur l'exercice 2007-2008, la première vague d'intrants préfinancés par le projet BVPI a été livrée en retard aux adoptants (le 10 décembre 2007). Ce retard aurait été reconnu par les techniciens en charge de la distribution et du suivi technique. Aux dires des adoptants ce retard a été préjudiciable à leur production. Tous les membres interrogés déclareront que la production préfinancée n'a pas été suffisante pour permettre le remboursement exigé. En d'autres termes, ils ont dû rembourser avec des ressources non générées par cet emprunt. Afin de faciliter le remboursement, les socio-organismes, ont proposé la possibilité de rembourser en nature. On a ainsi vu des groupements rembourser des intrants concernant la production de pois de terre par du riz produit par ailleurs (l'exemple est ici révélateur de l'effort consenti par les adoptants).

Certains groupements ont préféré, pour la campagne agricole 2008-2009, s'approvisionner par eux-mêmes en intrants. Cette perte de confiance dans les techniciens (qui semble ne pas être un phénomène récent, plusieurs difficultés relationnelles entre techniciens et adoptants ayant déjà été recensées) aurait été aggravée (aux dires d'un groupement) par de nouveaux retards de livraison en produits phytosanitaires cette fois-ci. L'ensemble de ces propos reste à vérifier, le panel de personnes interrogées étant restreint.

...comme à Miarina

Le groupement enquêté à Miarina est un groupement particulier avec lequel un conflit a éclaté. Il a été créé en 2007 pour une collaboration avec Haingonala. Le président aurait recruté sans sélection ses membres afin de s'inscrire dans la démarche portée par l'ONG. Il s'agirait d'un groupement familial. Il a été constaté que le président et la trésorière sont tous deux mari et femme. Un socio-organisateur s'est opposé à cette collaboration, jugeant que le groupement ne répondait pas aux objectifs de bonne gouvernance.

Le groupement a bénéficié d'un préfinancement BVPI pour la campagne agricole 2007-2008.. Comme à Fiadanana, les intrants ont été livrés en retard. Aux dires de la personne du groupement interrogée le remboursement de ce préfinancement a été effectué en nature au mois de mai. Un socio-organisateur a lui déclaré que le groupement n'avait pas remboursé le préfinancement. Un second entretien fera apparaître que le groupement a effectivement

remboursé en nature, mais pour lui même : les semences remboursées ont été stockées et gardées chez l'un des membres du groupement. L'opération aurait été constatée et validée par un technicien. La redistribution aurait été effectuée et contrôlée par le président et la trésorière du groupement.

L'histoire se complique encore lorsque, lors d'une visite rendue par une stagiaire travaillant à la caractérisation des exploitations agricoles constituant le RFR, la batterie de sa motocyclette est dérobée. Le coupable serait le frère du président. Le socio-organisateur qui s'était opposé à l'admission de ce groupement a alors exprimé son mécontentement et il y a maintenant un conflit ouvert, ou la gendarmerie a été mobilisée. La situation est devenue encore plus complexes lorsqu'un membre de SDMAD a tenté de calmer les esprits en présentant des excuses aux responsables du groupement pour le comportement du socio-organisateur. Ce dernier vit très mal cette situation.

Cette année, les intrants auraient été livrés à temps au groupement, mais aucune visite n'aurait été faite par les techniciens. Cette expérience soulève de nombreuses questions et donc de nombreuses pistes de réflexion et d'action :

Avec quels groupements collabore-t-on ?

Dans le cas présent, nous avons admis un groupement qui est apparu comme potentiellement défaillant par un socio-organisateur. Nous avons plusieurs bonnes raisons de collaborer avec : le groupement était le seul présent sur la zone et il était intéressant d'un point de vue agronomique puisque situé en amont de bassin versant. Il est important, dans un cas comme celui-ci, que les opérateurs soient tous informés des raisons de ce choix et que la situation soit « officialisée » par l'établissement d'un document écrit. L'idée est de « dédouaner » le socio-organisateur des problèmes qui pourraient subvenir. Une piste d'action concernant la procédure d'admission des groupements est proposée dans les pistes d'actions générales.

Nécessité de coordonner l'action d'opérateurs dont les objectifs diffèrent

Il est clair que les objectifs de SDMAD et de BEST ne sont pas toujours les mêmes et le cas présent en est une bonne illustration. D'un côté, on a vu dans le groupement de Miarina une opportunité agronomique (zone agroécologique intéressante, seul groupement sur la zone, superficies importantes) et de l'autre on a vu que le groupement ne répondait pas aux conditions d'admissibilité. Cette divergence d'intérêt ne doit toutefois pas motiver que des opérateurs interviennent dans des domaines d'action qui ne sont pas les leurs : aller demander à un groupement d'excuser un socio-organisateur revient à complètement décrédibiliser son action. Il est donc important de continuer à définir et rappeler à chaque opérateur quels sont ses devoirs et fonctions dans le cadre du projet BVPI et d'en préciser les limites.

Des taux de remboursement plutôt meilleurs que sur d'autres zones

Le rapport de cellule BVPI du troisième trimestre 2008 fait état, dans l'Amorin'i Mania (comprenant les périmètres de Soavina et d'Ivato) d'un remboursement deux mois après échéance de 100,1% en valeur (donc difficile à analyser, puisque ce résultat sous tend que d'autres remboursements ont été constatés, ou que des pénalités ont été mises en place) sur la campagne C1 (correspondant au préfinancement de novembre 2007). Environ 10% de bénéficiaires resteraient débiteurs. Le résultat serait largement meilleur que dans le Vakinankaratra, où seulement 36% du préfinancement aurait été remboursé deux mois après échéance.

Sur le PI de Soavina, ces résultats paraissent d'autant meilleurs sur l'exercice 2007-2008 que les intrants ont été livrés avec retard et que ce retard a été préjudiciable pour les exploitants. Alors pour quelles raisons ont-ils remboursé ?

Un produit BVPI efficace...

Comme sur le PI d'Ankazomiriotra, les SCV proposés semblent être une solution pour le contrôle de *striga asiatica*. D'autre part, les systèmes proposés semblent efficaces et rentables.

...que les bénéficiaires perçoivent clairement et avec enthousiasme

Les représentants de groupement et les exploitants interrogés ont généralement montré un bon niveau de compréhension du fonctionnement du préfinancement proposé. Ils ont également montré un réel intérêt pour cette initiative qui soutient la production de différentes cultures, sans être spécifiquement axée sur le reboisement et la production de plants d'arbres (phénomène sans doute explicable par l'action des ODR du début des années 90 qui n'a été qu'exceptionnellement accompagnée de mécanismes de crédit et par la récurrence d'initiatives de reboisement). En ce qui concerne les groupements on fera preuve de plus de réserves quant à ce niveau d'instruction, car les groupements rencontrés ont été choisis par les socio-organisateur et 3 d'entre eux existaient depuis plus de dix ans.

La mise en place de mesures incitatives...

Le remboursement en nature

Face aux difficultés induites par le retard de livraison des intrants, les socio organisateurs ont proposé la possibilité d'un remboursement en nature. Cette mesure offre plus de souplesse aux exploitants, puisqu'ils ont pu recourir à la production d'autres parcelles. Cela soulève toutefois la question suivante : ont-ils remboursé avec des semences identiques que celles qui leur ont été attribuées ? La vente d'autres productions pour effectuer ce remboursement a-t-elle été préjudiciable à la trésorerie de ces ménages ?

La sensibilisation et l'encouragement au stockage et à la revente du riz

Localement, BEST encourage et sensibilise les agriculteurs au stockage et à la revente de riz, moyen efficace pour générer des profits. Les répercussions positives sur la trésorerie des ménages des revenus générés en période de soudure peuvent avoir des répercussions

positives sur les taux de remboursement, puisque les systèmes d'activités locaux reposent parfois sur des activités s'autofinçant.

La mise en place d'une clause dissuasive

Outre le classique « nous avons envie de continuer à collaborer avec BVPI », une des raisons fréquemment invoquées pour justifier de l'intérêt des groupements à rembourser était l'existence d'une clause stipulée dans la lettre d'engagement : en cas de non remboursement, les groupements seront tenus de redistribuer les intrants reçus à d'autres groupements. Cette clause ne semble pas claire, puisqu'on voit mal comment ces groupements rembourseront des intrants et notamment des semences qu'ils n'auraient pas produites. Cela soulève également la question de savoir quelle autorité pourra en assurer la mise en place. Toutefois cette clause, si spontanément évoquée par les représentants de groupements, semble avoir été un facteur expliquant les bons résultats constatés. Elle mérite clairement réflexion.

...qui doivent être régulées

Il apparaît d'abord indispensable d'en savoir davantage sur cette clause auprès des opérateurs concernés. Certes elle semble efficace mais quelle est notre légitimité et notre capacité à la mettre en place ? D'autre part, il convient de savoir si le remboursement en nature a été fréquemment encouragé par le passé, car il ne satisfait pas notre objectif d'éducation et d'accès aux services financiers. Un réel besoin de communication et de transparence se fait sentir quant à l'application de ces procédés pour la cellule du projet BVPI.

4 Pistes d'action spécifiques

La mise en place d'un service d'épargne relayé par les opérateurs du projet BVPI.

Un entretien fort intéressant a été réalisé avec un des membres du RFR, Nicolas Randrianirina. Ce dernier a eu un compte au réseau CECAM, mais la somme déposée lui aurait été dérobée. Aucune autre institution financière n'étant disponible sur la zone, il a gardé son argent sous forme numéraire dans sa maison depuis trois ans. Il épargne selon ses dires en prévision de dépenses de santé. Il semble douter des institutions financières, qu'il perçoit peu transparentes et dont les formalités sont parfois complexes. Depuis qu'il collabore avec le projet BVPI il a un compte groupement à la BOA d'Ambositra. Sans doute a-t-il maintenant davantage confiance dans les institutions financières puisqu'il souhaite ouvrir un compte individuel dans le courant de l'année. Ce cas met en évidence qu'il pourrait être intéressant de proposer, simultanément à l'ouverture d'un compte groupement, l'ouverture d'un compte individuel dans la même institution. D'une part parce qu'on faciliterait les démarches du bénéficiaire et son intégration dans le secteur financier. D'autre part car ce dépôt constituerait une garantie supplémentaire et ajouterait une pression pour le remboursement.

Les Hauts Plateaux

Dans la région des Hauts Plateaux, trois périmètres irrigués sont pris en compte dans l'établissement du RFR. Ceux d'Iandratsay (localité d'Ampahatrimaha), d'Ikabona (localités d'Andriamasoandro et d'Antsoso) et de Fitakimerina (Tsaratanana).

Une zone où l'on rencontre plusieurs difficultés :

D'un point de vue méthodologique, l'échantillonnage des exploitants sur la zone a été plus aléatoire. La définition des critères permettant de dresser une typologie des exploitants n'était pas réalisée. L'échantillonnage était fait principalement selon les seuls critères de la « qualité » des informations fournies par les exploitants et des systèmes de cultures mis en place. Même si les conclusions que j'ai pu tirer des entretiens avec les exploitants semblaient exploitables dans une réflexion globale, rien ne prouvait que les cas les plus intéressants dans le cadre de ces enquêtes allaient faire partie du RFR.

D'autre part, ces enquêtes ont été réalisées en début de stage et le guide d'entretien et les techniques d'enquête n'étaient pas encore parfaitement rodées. Ajoutons à cela quelques difficultés de collaboration avec mon traducteur notamment à Ampahatrimaha qui ont provoqué des problèmes d'organisation. J'avais initialement planifié de procéder aux enquêtes groupement après les enquêtes exploitants et malheureusement ce contretemps les a rendu plus difficiles. Ainsi, à Ampahatrimaha et Tsaratanana je n'ai rencontré que trois groupements, ce qui représente un échantillon beaucoup trop faible. Compte tenu des événements qui ont agité le pays, je n'ai pu réaliser d'enquêtes dans le PI d'Ikabona. Ceci est d'autant plus préjudiciable, qu'il aurait été possible de réduire l'échantillon d'exploitants à enquêter aux seuls membres du RFR et ainsi rencontrer un large échantillon de groupements qui auraient étoffé l'analyse sur la zone des Hauts Plateaux.

J'ai donc accueilli avec un enthousiasme certain la décision prise par la cellule de n'avoir qu'un tiers des membres du RFR issus des Hauts Plateaux contre les 60% que j'avais initialement prévus !. Ces difficultés rencontrées ne doivent pas remettre en questions certains résultats obtenus auprès des exploitants, qui semblent dignes d'intérêt et qui figureront dans le rapport de stage.

Des taux de remboursement très préoccupants

Le rapport de cellule BVPI du troisième trimestre fait état d'un taux de remboursement de 36% sur la zone des Hauts Plateaux. Ce taux est extrêmement faible. Il s'explique sans doute par les différents constats suivants :

Une zone ou la pauvreté semble plus généralisée

D'abord, même si elle est difficile à évaluer, il semble que la région des Hauts Plateaux soit une zone où beaucoup de ménages rencontrent des difficultés de trésorerie. Plus qu'ailleurs, les exploitants disposent en grande majorité de petites surfaces agricoles, régulièrement distantes les unes des autres. La forte densité de population et la division fréquente des terres lors d'un héritage expliquent le phénomène. Outre des risques de vols liés à l'éloignement, c'est aussi la productivité du travail qui en pâtit si l'on y intègre les temps de déplacement. La possession de zébus de trait est peu courante. La location du travail de ces zébus se fait à un coût avoisinant les 3000 ariary/jour et on s'éloigne des parcelles rendant encore la productivité du travail attelé moindre. De même, le niveau de mécanisation est faible. Il y a globalement peu d'agriculture de rente, excepté pour les rares exploitants disposant de grande surface. On le verra plus bas, l'entraide familiale joue un rôle important et les excédents de productions sont souvent échangés contre une aide financière mobilisée à des moments de manque de trésorerie. Il y a donc moins cette « culture de vente des productions agricoles », facteur expliquant peut-être certaines de nos difficultés de recouvrement (quels résultats ont donné comparativement les cas de remboursement en nature ?).

Des systèmes d'activités interdépendantes

Mais le niveau de pauvreté, on le sait dans le secteur de la microfinance, n'explique pas le non remboursement. Un autre facteur important est la complexité des systèmes d'activités mis en place. Beaucoup de ces systèmes intègrent par exemple des activités de briqueterie, de vannerie, ou de petit commerce. Et dans bien des cas, les revenus générés par une de ces activités sont réutilisés pour le financement de la suivante. Le risque de déséquilibre de la trésorerie des ménages est plus important (même si on réduit parallèlement le risque de banqueroute) puisque cumulant les risques propres à chaque activité du système. Ainsi nous avons rencontrés deux exploitants qui élèvent sciemment un porc à perte pour financer par sa revente le début de campagne agricole.

Une zone où les SCV ne semblent pas promis à être largement diffusés

Il semble que les SCV soient difficiles à mettre en place sur la zone des Hauts Plateaux pour un ensemble de raisons techniques (froid) et relevant de la stratégie des exploitants : ces derniers disposent souvent de surfaces réduites et ils sont contraints de parer au plus court afin d'assurer leur survie alimentaire. La mise en place d'un SCV représente pour eux un risque considérable.

...et qui ne répondent pas toujours aux aspirations des exploitants

De plus, au regard de ce que j'ai pu constater et de ce qui a été écrit et dit, les exploitants sont plus tournés vers une stratégie d'amélioration des revenus et de capitalisation par l'élevage, allant de l'élevage de poules ou de canards jusqu'à l'achat de vaches laitières. (Nous avons eu le cas d'une exploitante n'appartenant pas au RFR qui

vendait ses poules pour pallier aux dépenses familiales, ses canards pour le financement d'ustensiles de cuisine et de petit matériel agricole, et qui avait engraisé un porc pour financer une vache laitière.). Peut être que cette stratégie, allant in fine vers l'acquisition d'une vache laitière, est remise en cause par les récents événements politiques ayant entraîné une chute du prix de vente du lait. Toutefois, il convient de se demander si les préfinancements et subventions pour la mise en place de SCV répondent aux aspirations des exploitants, qui reste le meilleur gage de remboursement. Mon rapport présentera une simulation sur la mise en place d'un système riz vesce, la mise en place de pâturages intensifs avec Kizozzi et sur le financement d'une génisse laitière.

Une offre financière importante mais dont beaucoup sont exclus

Le réseau CECAM

Aux dire mêmes du responsable de communication de l'URCECAM du Vakinankaratra, la caution solidaire n'est plus une garantie. De mauvaises expériences ont poussé les dirigeants du réseau à ce refus. La collaboration paraît donc exclue pour le moment. Toutefois, l'expérience des CECAM dans le recouvrement des crédits pourrait s'avérer intéressante si le projet BVPI envisage un jour la diffusion des SCV auprès d'exploitants pouvant présenter des garanties et contractant un crédit individuel. Ils auraient recouvré près de 99% de leurs prêts.

L'OTIV

On a évoqué le cas de l'OTIV et de notre travail dans le PI d'Ankazomiriotra. Ces derniers semblent également s'acheminer vers la mobilisation systématique de garanties (et de taux d'intérêt plus élevés). On l'a vu, certains groupements ont sur l'exercice 2008-2009 avancé des garanties individuelles à titre collectif : observons en les résultats avant d'envisager un tel procédé sur les Hauts Plateaux qui de plus, semble être une zone où les taux de remboursement sont moins bons et les SCV globalement (exception faite des cultures fourragères) moins à même de servir les stratégies des exploitants.

Les produits financiers proposés Bionexx, Lecofruit, Tiko et Malto

Malto

Malto prête à taux 0 tous les intrants nécessaires à la culture de l'orge. En contrepartie, l'exploitant s'engage à livrer en totalité sa production d'orge à l'entreprise. Malto l'achète au prix de 535 ariary le kilo. Sur une récolte à rendement standard (sans aléa climatique ou erreur technique), le remboursement constituerait 40% de la production, et les 60% le revenu de l'agriculteur. Malto s'engage à supporter un tiers de la perte que générerait un aléa climatique majeur. De plus, si l'écart entre la production livrée et escomptée est important et que les techniciens ont constaté une conduite « normale » de production, l'entreprise supporte la différence (s'agit-il de la différence une fois le remboursement effectué ou non ? le cas contraire serait surprenant). Malto se dit intéressé par des systèmes orge trèfle (compatible avec un éventuel soutien aux cultures fourragères ?). Considère que le 11 12 16

n'est pas adapté à la culture de l'orge et qu'une association avec une légumineuse pourrait être bénéfique.

Bionex,

Bionex à un fonctionnement assez similaire avec les exploitants individuels. La aussi les intrants sont prêtés à taux 0 et remboursés en nature. Il y aurait 90% de taux de remboursement. Ce résultat moyen s'expliquerait par des difficultés techniques rencontrées par certains exploitants. Aucune garantie n'est demandée aux exploitants. En cas de difficulté technique constatée par des techniciens, la collaboration s'arrête sans poursuite. En cas de vol des poursuites sont engagées. Bionex collabore également avec 4 sociétés privées qui regroupent différents producteurs. L'entreprise leur prête les semences d'Artemisia et les sacs de conditionnement. Le cas échéant, des crédits financiers à taux 0 sont consentis à des exploitants travaillant pour ces sociétés. Aucune garantie n'a été exigée. Aucun des prêts concédés n'a été jusqu'à présent remboursé en intégralité. Leur dette a été reportée sans intérêt sur le prochain exercice. Bionex s'intéresse à une collaboration avec Malto sur un système Artemisia/Avoine+Vesce.

On le voit, les conditions proposées par Bionex et Malto sont avantageuses et souples. Pour parler franchement, elles le paraissent même plus que les nôtres. Et tant que ces entreprises généreront du profit, elles resteront souples. Et ce d'autant plus qu'une de leur problématique principale est de s'assurer un accès aux terres. Il s'agit d'une concurrence très sérieuse sur les terres où elles peuvent mettre en culture leurs spéculations.

Toutefois, une collaboration avec ces entreprises sur des systèmes annuels ou pluriannuels paraît possible et même souhaitable.

L'aide informelle

On a coutume de dire qu'on ne parle pas d'emprunt usurier à Madagascar, mais ça m'est apparu encore plus clair dans la zone des Hauts Plateaux ! Aucune référence n'a jamais été faite à ces pratiques lors des entretiens. En revanche il est apparu, également plus qu'ailleurs, que l'entraide familiale y est importante. Cela tient sans doute au fait que les terres sont trop petites pour y pratiquer une réelle agriculture de rente et que par conséquent beaucoup se tournent vers d'autres activités. Les excédents agricoles semblent davantage destinés à des membres de la famille (travaillant parfois en ville ou dans des secteurs autres que la production agricole) en échange d'une aide financière à un moment où la trésorerie de l'exploitant rencontrerait des difficultés. Cette pratique paraît cohérente au regard de la faible confiance accordée aux IF et à diverses pratiques d'épargne animale rencontrées.

Les groupements sur la zone

Une présence importante de « groupements projet »

Les groupements rencontrés sur la zone (2) ont été constitués lors de démarches projets (BVPI, PSDR, CARITAS, SFK). Divers produits ont été proposés, notamment axés sur

l'élevage. Dans le cas du SFK et de Caritas il y a eu une distribution récente de crédits sans taux d'intérêt.

...souvent constitués pour l'occasion,

Plusieurs exploitants ont été chargés de relayer BEST pour la constitution de ces groupements. Ils présentent alors une liste à l'opérateur, qui lui la validera ou non lors d'une assemblée générale, en fonction de ce qu'il sait sur les membres. BEST mobilise souvent l'avis des chefs de Fokontany pour déterminer la recevabilité morale des membres. Ils se renseignent, comme dans le cas des groupements préexistants sur l'historique de remboursement.

Une confiance restreinte dans le groupement de ses membres

La confiance semble restreinte dans les groupements au niveau de plusieurs membres du RFR. Plus que sur les autres zones d'enquêtes, on parle volontiers de la mauvaise volonté des autres membres. Plusieurs membres ont fait ou souhaitent faire des demandes personnelles de crédit aux institutions financières.

5 Piste d'actions générales

5.1 Nécessité de faire respecter l'ensemble des principes et des clauses du contrat avec le projet BVPI incluant :

Le respect du principe de caution solidaire. Il s'agit là de continuer notre objectif d'éducation financière et de proposer un réseau de groupements performants. Aujourd'hui on rencontre des situations ambiguës où les membres défaillants ne sont pas renvoyés du groupement, qui continue à fonctionner à effectif réduit avec des impayés. Il semble en effet difficile de faire respecter le principe de caution solidaire et de forcer les bons payeurs à payer pour les membres défaillants. On risque même d'exacerber les tensions existantes. Rappelons tout de même que même si un bon payeur doit rembourser une partie de la dette d'un membre défaillant, il reste globalement bénéficiaire, puisqu'*in fine* le préfinancement est une subvention. A terme, cette démarche sera positive car elle poussera les potentiels bénéficiaires du projet BVPI ou de projets suivants à constituer des groupements homogènes et animés de meilleures intentions. On réduira considérablement le nombre de groupements d'opportunité. La présélection des membres des groupements sera donc faite au niveau des bénéficiaires davantage que par les opérateurs, qui ont là une tâche extrêmement difficile. Démarche risquée donc mais potentiellement très intéressante. A t'on aujourd'hui le temps d'entreprendre cette démarche ? En verra t'on les fruits dans le délai imparti au projet BVPI ?

Dans le cas de la collaboration avec l'OTIV, la vérification et la prise de garantie doivent être systématiques.

15.2 Sélection et collaboration avec les groupements

Une sélection peut être encore insuffisante

En guise d'introduction, voici un extrait d'un rapport d'activités BEST concernant les groupements primo adoptants.

« ...Des visites de parcelles ont été effectuées par les Techniciens de SDMad afin de déterminer les besoins des agriculteurs.

- Des séances de réunion ont été réalisées afin de préparer la réception des intrants et de prévoir les organisations à mettre en œuvre.

- Des outils ont été élaborés (suivi, contrat) afin de suivre la répartition des intrants au niveau des membres... »

On ne décèle pas ici de phase de constitution ou de sélection des groupements. Ici, tout est fait pour créer et accompagner des groupements qui vont permettre de satisfaire nos objectifs de diffusion des SCV (définition des besoins par techniciens de SDMad...). On n'évite pas la constitution ou l'adhésion de groupements opportunistes. Il paraît donc essentiel de sélectionner davantage les groupements.

Etablissement d'une grille de sélection

Pour ce faire, on doit établir ou perfectionner une grille claire de critères de recevabilité des groupements. Chaque prétendant se verra attribuer une note pour chaque critère retenu. Toutefois, si un technicien, un membre de la cellule projet ou un socio-organisateur considère qu'un groupement mérite de collaborer, alors il peut être amené à le justifier par écrit au niveau du projet (permet également davantage de transparence et d'investissement des opérateurs). Peut être est-il pertinent de faire valider systématiquement les groupements au niveau des chefs de Fokontany ?

Cela permettrait également de classer les groupements par qualité. L'analyse des résultats en serait plus fine. On verrait si les difficultés au remboursement sont liées à nos critères de sélection, ou s'ils résultent plus simplement de difficultés d'ordre agronomiques ou économiques. On doit parvenir à analyser les taux de remboursement en fonction des types de groupements plus que par zone géographique. BEST a déjà commencé à établir une typologie des groupements sur les zones. Au niveau du projet, on peut se cantonner à des critères simples du type : groupement répondant de façon satisfaisante ou non aux critères d'admissibilité ou groupement à fort potentiel agronomique, groupement à « but expérimental »...Finalement, il s'agirait de la création d'un RGR (réseau de groupements de référence) ?

Définir et/ou affiner les critères de sélection

Les opérateurs de terrain ont déjà défini plusieurs critères d'analyse des groupements. Ils sont généralement informés sur l'historique des groupements, sur leur fonctionnement administratif et technique, sur leur mécanisme de prise de décision, leur gouvernance ou leur statut juridique. Il paraît pertinent d'insister sur le fait qu'outre le niveau de formalisation du

groupement, un critère essentiel à son bon fonctionnement est son niveau d'activité extérieur à la gestion du préfinancement. On doit chercher à identifier davantage la « mission » des groupements préexistants. La encore la démarche a été entreprise par BEST. Il convient de déterminer si oui ou non ils sont réellement compatibles avec nos propres objectifs. Le projet BVPI peut-il seulement accompagner un groupement dans son fonctionnement, sans qu'il n'y ait nécessairement de diffusion d'innovation technique ?

On l'a évoqué plus haut avec le cas du groupement de Miarna. Si un groupement ne répond pas de manière satisfaisante aux critères de sélection que l'on pose, il convient de déterminer clairement en quoi, d'en informer les opérateurs concernés et d'en tenir compte dans l'analyse que l'on fera de ses résultats.

Encourager les activités menées par le groupement lui même

Nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent : le niveau d'activités d'un groupement quel qu'il soit est un critère de bon fonctionnement car il est fédérateur et induit une organisation du travail entre les membres. Prenons l'exemple de la recherche de débouchés commerciaux. BEST, fort de son expérience au Lac Alaotra a encouragé la création de comités de travail. Le travail en comité réunissant différents membres de différents groupements permet d'avoir une vision plus large des réalités du marché et d'offrir des opportunités à plus grande échelle. On doit cependant rester vigilant et s'assurer qu'il renforce mais ne se substitue pas à une recherche menée en interne. Sommes-nous en mesure et avons-nous les moyens financiers et humains pour encadrer d'autres activités que celles liées au mécanisme du préfinancement ?

Attention aux groupements hétérogènes

Cette question est développée plus haut dans les pistes de réflexion que suscite le PI d'Ankazomiriotra. L'occasion d'ajouter ici que des groupements plus homogènes permettent une analyse plus circonstanciée des résultats obtenus.

5.3 Constitution ou perfectionnement d'une charte de collaboration entre les différents opérateurs de terrain.

Le cas du conflit autour du groupement de Miarna a mis en évidence des divergences entre les opérateurs de terrain. Elles sont inévitables compte tenu des différents objectifs que se fixent chacun d'entre eux. C'est toute la difficulté de ces projets qui réunissent diverses compétences et expériences. J'avoue ne pas être suffisamment informé sur le dispositif de circulation de l'information en place dans le cadre du projet BVPI. Outre les réunions périodiques avec les différents acteurs, existe-t-il un contrat stipulant clairement les devoirs de chacun et précisant clairement ce qui relève ou pas de leur responsabilité ? Certains points ont-ils besoin d'être précisés ? Des sanctions sont-elles prévues ? Avons-nous simplement le temps d'apporter des modifications à ce système ? Existe-t-il un médiateur

permanent entre la cellule et les opérateurs de terrain, ou cette tâche est-elle à la charge de chacun des responsables techniques de la cellule pour des questions relatives à leurs propres domaines de compétences ? J'ai entendu à plusieurs reprises que quelle que soit l'entreprise, 80% des problèmes mondiaux proviennent de difficultés de communication...Avons-nous les moyens d'y remédier ?

5.4 La question de la réutilisation des remboursements à des fins agricoles

Afin de d'optimiser les chances de pérenniser l'innovation et de limiter les aléas, le projet BVPI a mis en place une clause de réutilisation obligatoire des fonds remboursés à des fins agricoles, même après la durée du préfinancement. Cette clause répond-elle à notre désir d'adopter une « approche exploitation » ? Dans des systèmes d'activités interdépendantes, n'est-il pas préférable de participer au financement de l'activité finançant la campagne agricole, plus que de « bloquer » la trésorerie du ménage jusqu'à la prochaine saison ? On peut imaginer un système qui après la durée du préfinancement autoriserait les membres ayant intégralement remboursé à réutiliser librement les fonds. La durée de réutilisation obligatoire pourrait varier en fonction des SCV mis en place pour leur laisser le temps de « prendre » et de servir la trésorerie du ménage. D'une part, cette perspective de libre utilisation serait une incitation au remboursement. D'autre part, il serait intéressant d'observer les dépenses effectuées spontanément par les ménages afin de cerner davantage leurs stratégies. On peut imaginer d'autoriser la réutilisation libre des fonds de préfinancements après deux ou trois ans de remboursement à 100%.

5.5 La création d'un service d'épargne individuel dans le cadre du projet BVPI

On l'a vu, un membre du RFR a repris confiance dans les institutions financières avec le fait de l'ouverture d'un compte épargne sur lequel était remboursé le préfinancement de son groupement (il a d'ailleurs refusé dans un premier temps le préfinancement pour observer ce qu'il advenait aux membres du groupement et a ensuite demandé à en bénéficier. Par la suite il a entrepris d'ouvrir un compte personnel).

Il pourrait donc être pertinent de proposer l'ouverture d'un compte individuel dans le cadre du préfinancement. Ce compte n'aurait aucune relation avec le mécanisme du produit. Néanmoins, son ouverture aurait concrètement d'autres avantages : il rassurerait d'une part l'institution financière et participerait à son objectif de refinancement, argument de poids, surtout concernant l'OTIV. D'autre part, cela ajouterait une pression au remboursement pour les bénéficiaires. Enfin, on aurait aussi une première impression sur la bonne volonté des bénéficiaires, même si un refus ne pourrait résulter que d'un manque de confiance dans les IF, qui semble récurrent.

5.6 L'identification des besoins des potentiels bénéficiaires

C'est une des tâches pour lesquelles je tenterai de présenter une typologie des besoins que j'ai identifiés. Il est toujours très difficile d'identifier les besoins réels des ménages. Il faut faire attention de ne pas identifier de besoins trop généraux, car plus le besoin est général plus les pistes d'actions pour le satisfaire sont nombreuses et moins on risque de les satisfaire avec pertinence. D'autre part, un même besoin peut être satisfait de plusieurs façons, et il est évident que tout projet tentera d'y répondre par les actions qu'il propose. Un besoin de trésorerie en début de campagne pourra ainsi être satisfait par une activité génératrice de revenus précédant la période de préparation des sols et/ou par une possibilité d'épargne... La question à nouveau soulevée ici est la suivante : jusqu'ou devons nous chercher à ne satisfaire que les besoins identifiés ? Jusqu'ou devons nous chercher à ne satisfaire que les objectifs des opérateurs du projet ?

Il paraît également important de chercher à évaluer la capacité d'endettement des bénéficiaires potentiel en respect de leurs stratégies (éviter par exemple d'avoir à mobiliser des garanties trop « vitales » pour les agriculteurs. Le cas d'une personne interrogée à Soavina fait apparaître que cette dernière vit sur un plan psychologique avec difficulté la pression induite par l'endettement.

En ce qui concerne l'objectif spécifique de diffusion des SCV quels sont ceux qui répondent clairement aux stratégies paysannes identifiées ? Quels sont ceux qui leur font courir un trop grand risque ou ne répondent pas réellement à leurs besoins ? Je tenterai d'y apporter quelques éléments de réponse même s'il me semble que vous êtes plus à même de le faire d'un point de vue technique.

5.7 Inciter davantage au remboursement

Continuer le travail de communication sur l'intérêt du préfinancement

Il paraît essentiel de continuer à insister sur le fait que le préfinancement est en réalité une subvention... Face à une population cible qu'on dit « habituée » à la présence de nombreux projets et d'aides on doit chercher à spécifier toujours plus l'intérêt que présente le a dé marche, aussi bien en terme de renforcement de capacités que d'accès aux IF ou d'éducation financière. Nul doute que cela est fait par les opérateurs mais il apparaît clair que beaucoup d'adoptants n'ont pas encore pris la pleine mesure de l'intérêt que présente le préfinancement.

Placement de l'argent remboursé sur un compte individuel

Ici, on imagine que chacun des membres du groupement rembourse son préfinancement sur un compte individuel rémunéré (auprès de la même institution financière qui détient le compte groupement). L'argent est bloqué puis transféré sur le compte groupement quand nécessaire (les intérêts restent sur les comptes individuel). Ainsi on incite au remboursement et on sensibilise à l'intérêt de l'épargne. Naturellement les adoptants doivent

se conformer au système du groupement et ne sont autorisés à réutiliser ce fond que si l'ensemble des membres du groupement a remboursé l'ensemble des préfinancements. On appliquera de la même façon le principe de caution solidaire, la mobilisation des garanties. Une sorte d'intermédiaire entre un système à logique financière et un système projet.

Le cas des remboursements partiels

Que fait-on des membres de groupement qui remboursent partiellement ? BEST considère que les membres ayant remboursé à 90% peuvent réutiliser les fonds remboursés l'année suivante. N'est ce pas là une incitation à ne rembourser que 90 % du montant du préfinancement ? On observe également que les membres n'ayant pas remboursé ces 90% appartiennent toujours au groupement mais ne bénéficie pas de services l'année suivante jusqu'à ce qu'ils l'aient remboursé. Le préfinancement devient en quelque sorte un « produit à la carte » ce qui est incompatible avec notre objectif d'éducation financière. Se pose la question de savoir ce qu'il advient de l'argent remboursé par les payeurs partiels ? Leur est-il confisqué ? Stagne-t-il sur un compte ? Jusqu'à quand peuvent-ils parfaire leur remboursement pour pouvoir le réutiliser ?

On peut imaginer un système plus strict reposant sur la nécessité d'un remboursement à 100%. De la même façon comment allons-nous gérer les payeurs partiels ? Les exclure serait une façon d'encourager un remboursement 0 (quitte à être exclu, autant partir sans y laisser de plumes). On pourrait leur rendre leur argent et les exclure ensuite du groupement... mais de la même façon, on inciterait au non remboursement et une fois de plus le préfinancement deviendrait un produit à la carte. La question soulevée est difficile à résoudre. Ce qui est sûr c'est que les Institutions Financières ne sélectionneront que les membres ayant remboursé à 100% leur préfinancement. Pour ceux qui n'ont remboursé que partiellement, s'ils n'ont pas accès aux services de l'IF, il est souhaitable que nous ayons au moins réussi notre objectif d'éducation financière en ayant adopté une position stricte et claire.

La question du remboursement en nature

On l'a vu, notamment dans le périmètre irrigué de Soavina, il n'est pas rare que les socio-organismes proposent la possibilité du remboursement en nature. Dans le cas d'un retard de livraison des intrants comme cela a pu être le cas, cette possibilité est clairement une mesure incitative (il est parfois dit que le paysan malgache est souvent moins enclin à rembourser sous forme pécuniaire qu'en nature). Toutefois, cette option doit rester occasionnelle parce qu'elle ne sert pas nos objectifs d'éducation financière.

La possibilité de recourir à un crédit stockage pour le remboursement

Imaginons que plutôt que de vendre les récoltes pour rembourser les préfinancements les adoptants nantissent un stock auprès d'une institution proposant un crédit stockage (une opportunité de collaborer avec le CECAM via un SCV ?). Le crédit consenti le remboursement du préfinancement est intégralement effectué. L'adoptant bénéficie alors d'une trésorerie importante (le remboursement du préfinancement étant logiquement bien inférieur à la valeur du crédit stockage). Il est donc parfaitement libre d'utiliser les fonds

comme il le souhaite et donc d'investir dans les activités qui lui semblent les plus lucratives. On peut même imaginer une clause stipulant que l'argent doit être réinvesti dans une AGR, permettant généralement d'obtenir des revenus réguliers et donc de pallier au manque de nourriture que constituent les nantissements du crédit stockage. Classiquement, le crédit stockage sera remboursé en période de soudure et généralement la plus value générée par la hausse du prix du riz et supérieure à la valeur des intérêts versés à l'institution proposant le crédit stockage. L'adoptant rembourse donc l'IF et dégage un surplus qui pourra par exemple être réutilisé pour les fais de campagne prochaine.

L'intérêt de cette procédure sera, d'une part d'améliorer les remboursement du préfinancement et de soutenir la création de plusieurs sources de revenus étant à même de réellement soutenir la trésorerie des ménages et in fine de permettre l'existence d'une trésorerie pour démarrer dans les meilleures conditions le prochain cycle cultural des SCV ou autres produits BVPI. Toutefois, il semble que ce dispositif ne puisse s'adresser qu'à des adoptants ayant les possibilités de nantir un stock sans trop porter préjudice à la santé financière du ménage.

Constitution de FGM

Le projet BVLAC a vu la mise en place de fédération de groupements. On a regroupé les groupements « bons payeurs ». A partir du remboursement des préfinancements distribués, on a constitué un Fond de Garantie Mutuel au niveau de la fédération de groupements permettant le déblocage de crédit auprès de la BOA. Ainsi, les groupements bons payeurs, via ce Fond de garantie couvraient les défaillances des groupements mauvais payeurs.

5 .8 Pistes d'actions tirées de l'expérience du projet BV-lac.

3 idées pourraient être retenues pour BVPI-SEHP :

- Distribution de « réglottes de calcul » mentionnant la valeur initiale du crédit, l'intérêt et l'échéance de remboursement maximale autorisée
- Diffusion radio (BVLac) des rappels d'incitation au paiement.
- Encourager la création de comités de crédit comme au Lac dans le cadre de fédérations.